

« Quel type de solution à deux Etats ? »

Maintenant qu'Obama a mis ouvertement et publiquement tout son poids derrière le concept d'une « solution » à deux Etats pour régler la lutte/controverse israélo-palestinienne, une telle « solution » pourrait bien voir le jour dans les années qui viennent. La raison en est simple. Exprimée de façon abstraite, cette solution bénéficie d'un soutien massif dans l'opinion publique mondiale. Les sondages montrent qu'une majorité d'Israéliens juifs y est favorable, comme la majorité des Juifs ailleurs dans le monde. Le soutien parmi les leaders arabes est puissant et large. Le Hamas lui-même indique être disposé à accepter le concept de deux Etats sur la base d'une « trêve » de la lutte d'une durée indéfinie. Dans le monde moderne, certaines « trêves » ont duré quatre siècles. Et plus récemment, des « trêves » tiennent depuis plus d'un demi-siècle sur la péninsule coréenne et au Cachemire. Certaines « trêves » semblent plutôt permanentes.

Ce qui semble, ces jours-ci, être laissé de côté dans la discussion est la signification de l'expression « deux Etats ». Il en existe des définitions assez diverses. Il faudrait se souvenir que les dernières véritables négociations, celles entre Yasser Arafat et Ehoud Barak en 2000, achoppèrent en dernière minute à Taba sur diverses définitions.

Quelles sont les questions en jeu dans ces définitions divergentes ? Le slogan des « deux Etats » cache au moins six questions différentes. La première est celle de la définition de la souveraineté. Les Palestiniens, bien entendu, pensent que « souverain » veut dire « souverain » : un Etat doté des mêmes pouvoirs que n'importe quel autre Etat souverain. Or même les leaders politiques israéliens qui ont accepté la terminologie des deux Etats pensent à une version limitée de la souveraineté. Par exemple, de quel type d'appareil militaire serait doté un tel Etat palestinien ? Contrôlerait-il totalement les permissions de survol de son territoire ? Aurait-il un contrôle illimité de ses frontières ?

La deuxième question, c'est naturellement celle des frontières d'un tel Etat. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme le Hamas ressentent déjà comme une énorme concession le fait de devoir accepter les frontières de 1967. Ils ne sont certainement pas prêts à obtenir moins que cela. Mais ces frontières, bien sûr, n'incluent pas les colonies post-1967 dans les Territoires occupés, ni Jérusalem-Est. De minuscules ajustements de frontières pourraient être acceptables. Mais « minuscules » veut vraiment dire « minuscules ».

La troisième question est celle de la démocratie à l'intérieur d'Israël. Les Israéliens non-juifs vont-ils continuer à disposer de moins de droits que les Israéliens juifs ? Cette question est centrale et très peu discutée.

La quatrième question porte sur le fait de savoir si les deux Etats se définiront comme des Etats laïques ou religieux ? L'Etat palestinien sera-t-il musulman ? L'Etat d'Israël continuera-t-il d'être juif ?

La cinquième question porte sur le « droit au retour ». L'Etat d'Israël fut fondé sur le droit illimité au retour de tout Juif qui souhaitait venir en Israël. Les Arabes qui durent fuir Israël (ou furent jetés dehors) exigent un droit au retour. Dans tout le débat historique, c'est la question qui a été la plus épineuse. C'est à la fois une question de démographie et de terre. Si toutes les autres questions étaient résolues d'une façon qu'ils jugeraient appropriée, les Palestiniens pourraient se contenter d'un geste simplement symbolique sur cette question,.

Enfin, bien entendu, reste la question de ce qui adviendrait des actuelles colonies juives dans les Territoires occupés. Il est concevable que les Palestiniens disent que quelques-unes d'entre elles puissent rester en place. Mais il ne semble guère probable que les colons acceptent de rester dans un Etat palestinien ou acceptent de leur plein gré d'être évacués vers Israël.

Maintenant, qu'a fait Obama ? Il a pris une position résolue sur deux questions que l'actuel gouvernement israélien d'ultra-droite refusait d'entendre : pas de constructions nouvelles, sous quelque forme que ce soit, dans les colonies existantes et un engagement en faveur d'une solution à deux Etats. Cette prise de position est incontestablement positive et courageuse dans le contexte politique interne des Etats-Unis.

Cette position risque, toutefois, d'être dangereuse s'agissant d'une solution réelle. Pour le comprendre, il faut considérer l'éventualité suivante. Sous l'énorme pression d'Obama qui lui tord le bras, le Premier ministre israélien Nétanyahou cède sur les deux points et remanie son gouvernement à la lumière de ce changement de positionnement. Netanyahou a déjà accepté le principe des deux États, mais à condition qu'il s'agisse d'un État démilitarisé. Ne va-t-il pas alors se retourner et dire à Obama que c'est désormais aux Palestiniens de faire des concessions comparables ? Mais ce dont il parlera, ce n'est pas vraiment de « contrôle de la violence » par l'Autorité palestinienne, qui est le mantra habituel du gouvernement israélien. Il voudra parler de concessions sur toutes les questions dont j'ai fait la liste ci-dessus. Sur aucune de ces questions une direction palestinienne ne peut aujourd'hui faire de nouvelles concessions significatives.

Les gestes courageux d'Obama apparaîtront alors comme une forme de diversion des vraies questions sous-jacentes.

Par Immanuel Wallerstein